



## DEMANDE DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS OU AUTRES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

IDENTIFICATION	<b>IDENTIFICATION DU REQUÉRANT</b>	
	Nom de l'organisme ou du service public	No. dossier référence
	Nom du requérant et poste occupé au sein de l'organisme	
Adresse courriel du requérant		Téléphone

IDENTIFICATION DE L'ÉVÉNEMENT	<b>DÉTAIL DE L'ÉVÉNEMENT FAISANT L'OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS</b>		
	Date de l'événement	Heure	Adresse du lieu de l'événement
	Nom du patient		
	Adresse du domicile du patient		
	<b>DOCUMENTS DEMANDÉS EN LIEN AVEC LA PRÉSENTE DEMANDE DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS</b>		
	<input type="checkbox"/> Carte d'appel <input type="checkbox"/> Autre (préciser): _____		
	<b>LE REQUÉRANT DÉCLARE ADRESSER LA PRÉSENTE DEMANDE EN QUALITÉ DE (COCHER LA CASE APPROPRIÉE)</b>		
<input type="checkbox"/> Procureur de l'organisme identifié ci-haut si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi que cet organisme est chargé d'appliquer ou aux fins d'une procédure judiciaire autre.			
<input type="checkbox"/> Directeur des poursuites criminelles et pénales si le renseignement est nécessaire aux fins d'une poursuite pour infraction à une loi applicable au Québec ou aux fins d'une procédure judiciaire autre.			
<input type="checkbox"/> Personne chargée en vertu de la loi de prévenir, détecter ou réprimer le crime ou les infractions aux lois, qui le requiert dans l'exercice de ses fonctions, si le renseignement est nécessaire pour la poursuite d'une infraction à une loi applicable au Québec.			
<input type="checkbox"/> Personne qui est autorisée par la Commission d'accès à l'information, conformément à l'article 125 de la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i> (RLRQ, c. A-2.1), à utiliser ce renseignement à des fins d'étude, de recherche ou de statistique.			
<input type="checkbox"/> Personne à qui il est nécessaire de communiquer le renseignement dans le cadre de l'application d'une convention collective, d'un décret, d'un arrêté, d'une directive ou d'un règlement qui établissent des conditions de travail.			
<input type="checkbox"/> Représentant d'un organisme public qui recueille ces renseignements puisqu'ils sont nécessaires à l'exercice des attributions de l'organisme receveur ou à la mise en œuvre d'un programme dont cet organisme a la gestion.			
<input type="checkbox"/> Personne ou à un organisme ayant pouvoir de contraindre à leur communication et qui les requiert dans l'exercice de ses fonctions.			
<input type="checkbox"/> Personne à qui cette communication doit être faite en raison d'une situation d'urgence mettant en danger la vie, la santé ou la sécurité de la personne concernée.			
<input type="checkbox"/> Autres qualités (préciser la disposition applicable de la <i>Loi sur l'accès</i> (RLRQ, c. A-2.1)) : _____			





## **DEMANDE DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS OU AUTRES RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS**

**Vous recevrez une réponse à votre demande dans les meilleurs délais ou au plus tard dans un délai de 20 jours. Il est possible que l'organisme requière un délai supplémentaire de 10 jours pour traiter la demande, auquel cas vous en serez avisé.**